



Département de la
Seine-Maritime

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 18/12/2017

Publication : 18/12/2017

Le Maire,
Daniel Fidelin



Arrondissement du
HAVRE

D.2017.12/05

Extrait du Registre des délibérations
Conseil Municipal du 11 décembre 2017

Nombre de Conseillers d'après la Loi	33
Nombre de Conseillers en exercice	33
Nombre de Conseillers présents	25
Nombre de Pouvoirs	7
Nombre de Votants	32

Extrait de la délibération affiché le **15 décembre 2017**.

L'an deux mille dix-sept, le **11 décembre** à **dix-huit heures trente** par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 4 décembre, le Conseil Municipal s'est réuni dans la Salle des Délibérations, sous la présidence de Monsieur **Daniel FIDELIN**, Maire.

Etaient présents

Daniel **FIDELIN**, Gilbert **FOURNIER**, Laurent **GILLE**, Nicole **LANGLOIS**, Dominique **THINNES**, Corinne **LEVILLAIN**, Jean-Luc **GONFROY**, Virginie **LAMBERT**, Emmanuel **DELINEAU**, Patricia **DUVAL**, Marie-Paule **DESHAYES**, Pascal **LEFEBVRE**, Alexandre **MORA**, Jean-Pierre **QUEMION**, Estelle **FERRON**, Frédéric **PATROIS** (à partir D.09), Gérard **DELAHAYS**, Karine **LOUISET**, Sophie **CAPELLE**, Juliette **LOZACH**, Fabienne **MALANDAIN**, Martine **LESAUVAGE**, Jérôme **DUBOST**, Damien **GUILLARD**, Aurélien **LECACHEUR**, Gilles **LEBRETON**.

Excusés ayant donné pouvoir

Marie-Christine **BASSET** donne pouvoir à Pascal **LEFEBVRE**
Stéphanie **ONFROY** donne pouvoir à Karine **LOUISET**
Franck **DORAY** donne pouvoir à Gilbert **FOURNIER**
Liliane **HIPPERT** donne pouvoir à Gérard **DELAHAYS**
Frédéric **LE CAM** donne pouvoir à Emmanuel **DELINEAU**
Gilles **BELLIÈRE** donne pouvoir à Fabienne **MALANDAIN**
Nada **AFIOUNI** donne pouvoir à Jérôme **DUBOST**

Absent

Gilles **LEBRETON**

Secrétaire de séance

Alexandre **MORA** est désigné Secrétaire de séance

CONSEIL MUNICIPAL

Séance du lundi 11 décembre 2017

2017.12/05

RESSOURCES HUMAINES - AUTORISATION DE RECRUTER UN AGENT NON TITULAIRE EN L'ABSENCE DE FONCTIONNAIRES SUSCEPTIBLES D'EXERCER LES FONCTIONS CORRESPONDANTES (POSTE D'EDUCATEUR DE JEUNES ENFANTS A TEMPS NON COMPLET)

Mr Patricia DUVAL, Adjointe au Maire.— Le contrat de travail de l'éducateur de jeunes enfants, actuellement en place, arrive à échéance le 31 décembre prochain. Afin d'assurer la bonne continuité du service et répondre aux attentes du public, il est nécessaire de recruter à nouveau sur ce poste à temps non complet déjà existant, qui, dans l'hypothèse où il ne pourrait être pourvu par un fonctionnaire ou un lauréat de concours, pourrait l'être par un agent contractuel sous réserve d'y être autorisé par délibération.

Placé sous l'autorité du directeur du Secteur Enfance Jeunesse Scolaire, l'action de l'éducateur de jeunes enfants relevant du cadre d'emplois des éducateurs de jeunes enfants sera d'assister la responsable du Relais Assistantes Maternelles et devra, sous la responsabilité de la coordinatrice petite enfance, assurer les missions suivantes :

- Organiser l'accueil du public
- Tenir des permanences publiques et téléphoniques
- Informer et conseiller les parents et les assistants maternels
- Organiser des activités collectives du RAM
- Suivre et organiser des temps forts (8 environ par an)
- Aider aux projets et faire les bilans du RAM
- Suivre les dispositifs contractualisés

Au regard de ces missions, le profil recherché devra détenir un BAC, diplômes équivalents ou supérieurs et/ou expériences professionnelles dans le domaine de la petite enfance.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le budget de l'exercice 2017 ;

VU la loi 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

VU la loi n°84-53 du 26 Janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale ;

VU le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

VU le rapport de Madame DUVAL, Adjointe au Maire, chargée des ressources humaines, de la santé et de la sécurité au travail ;

CONSIDERANT

- Que pour permettre le bon fonctionnement du service, il est nécessaire de recruter sur le poste d'Educateur de Jeunes Enfants suite à sa vacance,
- Qu'il est possible de recruter, en cas de recherche infructueuse de candidats titulaires de la fonction publique territoriale sous la forme contractuelle, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée relative à la fonction publique territoriale, sur le grade d'Educateur de Jeunes Enfants,

Après en avoir délibéré,

DECIDE :

- D'autoriser Monsieur le Maire, en l'absence de candidatures statutaires, à recruter sous la forme contractuelle, un éducateur de jeunes enfants à temps non complet à compter du 01/01/2018 et à signer le contrat :
 - qui sera établi, en application de l'article 3-2 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, pour une durée de 1 an, pour faire face temporairement à la vacance de ces emplois qui ne peuvent être immédiatement pourvus dans les conditions statutaires ;
 - et dont la rémunération sera fixée, par référence à l'indice brut **377** indice majoré 347 (1^{er} échelon du grade d'éducateur de jeunes enfants), correspondant pour un temps complet à un salaire brut mensuel de **1 642,31 €** (traitement de base + indemnité de résidence), à laquelle s'ajoute le supplément familial de traitement le cas échéant.

Imputation budgétaire

Exercice 2017

Budget Principal

Chapitre 012

Sous-fonctions et rubriques : 422

Nature 64111 - 64131

Rémunération principale du personnel permanent titulaire et non titulaire

ADOPTÉE A LA MAJORITE par le Conseil Municipal.

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.



Maire,